

CAHIER DES CHARGES DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'ESPACE VIE ETUDIANTE (EVE)

TITRE 1 - OBJET ET NATURE DE LA DELEGATION

Article 1 - Objet de la délégation

Article 2 - Nature du service délégué

TITRE II - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

Article 3 - Caractéristiques générales des immeubles, meubles et équipements mis à disposition du délégataire

Article 4 - Périmètre de la délégation

Article 5 - Mise à disposition des immeubles, meubles et équipements

Article 6 - Modalités d'exploitation

Article 7- Entretien et réparations

Article 8 - Dates et horaires d'ouverture et de fermeture

Article 9 - Continuité du service

Article 10 - Exclusivité et sous-traitance

Article 11 - Règlements d'exploitation, mesures de police et obligations relatives à divers services publics

Article 12 - Modification des conditions d'exploitation

Article 13 - Information du délégataire par l'autorité délégante

Article 14 - Soutien de l'autorité délégante au délégataire

Article 15 -. Contrôle et concertation

Article 16 - Personnel

Article 17 - Registre des réclamations

TITRE III - REGIME FINANCIER DE LA DELEGATION

Article 18 - Tarifs

Article 19 - Publicité des tarifs

Article 20 - Redevance

Article 21 - Subventions et dotations

Article 22 - Frais de contrôle

Article 23 - Charges d'exploitation, impôts et taxes

Article 24 - Modalités de transfert de la TVA

Article 25 - Assurances

Article 26 - Comptes

Article 27 - Retards de paiement

TITRE IV - DUREE DE LA DELEGATION, RETRAIT, MESURES COERCITIVES

Article 28- Durée de la délégation

Article 29 - Prolongation de la durée de la délégation

Article 30 - Effets de l'expiration de la délégation

Article 31- Résiliation de la délégation

Article 32 - Mesures coercitives

Article 33 - Déchéance

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34 – Transmission de la délégation

Article 35 - Election de domicile

Article 36 - Modalités de désignation des experts aux fins de fixation des indemnités

Article 37 - Tentative de conciliation

Article 38 - Jugement des contestations

Article 39 - Annexes

TITRE 1 - OBJET ET NATURE DE LA DELEGATION

Exposé des motifs

L'Université Pierre Mendès France (UPMF) - Grenoble 2, agissant au nom des établissements d'enseignement supérieur du site grenoblois membres du GIP Grenoble Universités et de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, souhaite confier la gestion des activités et espaces de la Maison des Etudiants EVE (Espace Vie Etudiante) à une structure en charge d'animer et de gérer ces activités selon une procédure de délégation de service public.

La Maison des Etudiants EVE (l'Espace Vie Etudiante), réalisée dans le cadre du schéma Université 2000 est destinée à mettre en place un lieu de vie au sein du campus universitaire de Grenoble afin d'améliorer la « qualité de vie » des étudiants. EVE est un bâtiment de plus de 900 m² situé au cœur du campus universitaire de Saint Martin d'Hères / Gières. Construit autour d'une Agora centrale polyvalente, à la fois susceptible d'être un lieu de discussion, un lieu de spectacles et un lieu de fêtes, EVE héberge en son sein de nombreuses autres activités

Les universités souhaitent, dans le futur dispositif de gestion retenu, laisser une large place aux étudiants. Il convient de souligner cette particularité, propre au projet de Grenoble de Maison des étudiants.

Les appellations respectives du bâtiment Maison des étudiants/EVE et du futur délégataire devront être distinctes au moment de la signature de la délégation de service public.

Article 1 : Objet de la délégation

L'Université Pierre Mendès France, dénommée autorité délégante ou le délégant agissant au nom des établissements d'enseignement supérieur du site grenoblois membres du GIP Grenoble Universités et de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, confie à l'association EPONYME dénommée le délégataire qui accepte dans les conditions et modalités de la convention de délégation et du présent cahier des charges, l'exploitation et la gestion de la Maison des Etudiants « EVE ».

L'exécution de la présente délégation s'effectue aux frais, risques et périls du délégataire au moyen :

- Des locaux mis à disposition par l'autorité délégante propriétaire tels qu'ils figurent en annexe n°1 (immobilier / plan de EVE);
- Des meubles et équipements mis à disposition par l'autorité délégante propriétaire tels qu'ils figurent en annexe 2 (mobilier / plan EVE)
- Des biens lui appartenant ou qu'il viendrait à acquérir.

Article 2 - Nature du service délégué

Le service délégué consiste en la gestion et en l'animation de EVE, et notamment en :

1. l'animation et la programmation culturelle du lieu (annexe 3)
2. l'accueil et l'appui aux associations (annexe 4)
3. La gestion de l'espace café (annexe 5)
4. Le développement de services aux étudiants et notamment aux étudiants étrangers

En outre, EVE hébergera dans ses locaux la radio étudiante «Radio Campus Grenoble 90.8 », l'association « InteGRE » et d'autres associations ainsi que des activités confiées par Grenoble Universités. Une convention spécifique pour chacune de ces activités sera passée, d'une part, entre le délégataire et les associations

concernées (Annexes 6.1 et 6.2) et, d'autre part, entre le délégataire et Grenoble Universités.

Ces conventions seront transmises, pour approbation, par l'autorité délégante.

TITRE II - CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA DELEGATION

Article 3 - Caractéristiques générales des immeubles, meubles et équipements mis à disposition du délégataire.

La consistance des immeubles, meubles et équipements mis à la disposition du délégataire est précisée aux annexes n° 1 et 2.

Article 4 - Périmètre de la délégation

La délégation est principalement destinée à l'animation de EVE et plus largement à celle des campus de l'agglomération grenobloise. Son activité ne doit pas concurrencer d'autres activités de ce type dans l'agglomération

Article 5 - Mise à disposition des immeubles, meubles et équipements

La mise à disposition des immeubles, meubles et équipements visés aux annexes 1 et 2 s'opérera à compter du 1^{er} septembre 2008 et sera constatée le jour même d'une manière contradictoire entre les parties. Le procès-verbal sera joint au présent cahier des charges sous l'annexe 7.

Article 6 - Modalités d'exploitation

L'exploitation et la maintenance des immeubles, meubles et équipements mis à disposition seront à la charge du délégataire. Celui-ci devra s'assurer en permanence de la mise en conformité avec les règlements en vigueur.

En outre, Le délégataire prend en charge :

- L'achat des matériels complémentaires et nécessaires à la mise en œuvre de son projet
- La rémunération des employés (directeur, assistantes) de gestion, vacataires, ...)
- L'achat des consommables (fournitures, papiers, ...)
- Les activités d'animation.
- L'ensemble des coûts afférents à son projet.

Article 7 - Entretien et réparations

Le délégataire exploite et maintient en bon état d'entretien pendant la durée de la convention l'ensemble des immeubles, meubles et équipements mis à disposition pour l'exécution de l'objet du présent contrat. Il s'oblige également à supporter les petites réparations telles que définies à l'article 606 du Code civil.

L'autorité délégante se réserve le droit de faire procéder, aux frais du délégataire, au contrôle de l'état d'entretien des immeubles, meubles et équipements mis à disposition et, en cas d'insuffisance ou de défaillance, d'y faire remédier aux frais du délégataire, après mise en demeure.

Si le rapport d'expertise estime qu'une installation se trouve hors d'état d'être exploitée pour des circonstances étrangères au délégataire et sous réserve que ce dernier démontre que l'entretien et les petites réparations ont été correctement assurés, il en sera fait remise à l'autorité délégante selon les règles et modalités prévues en cas de remise des installations en fin de convention conformément à l'article 30, et ce sans que l'autorité délégante puisse en tirer un motif justifiant de la résiliation anticipée de la délégation.

Article 8 - Dates et horaires d'ouverture et de fermeture

1. Les dates d'ouverture et de fermeture sont arrêtées conjointement par l'autorité délégante et le délégataire.
2. Les horaires d'ouverture et de fermeture journalières sont définis en accord avec l'autorité délégante. Ils doivent être affichés.

Article 9 - Continuité du service

Le délégataire est tenu d'assurer la continuité de l'ensemble des services définis par la convention" et le présent cahier des charges, quelles que soient les circonstances. Sous peine des sanctions prévues aux articles 31 et 32 du présent cahier des charges, le délégataire est tenu de disposer en tout temps et, en cas de besoin, de mettre en œuvre sans délai tous les moyens de nature à assurer en permanence, quelles que soient les circonstances, la continuité du service public délégué.

De même, le délégataire assurera, dans la mesure du possible et dans les conditions fixées par les conventions spécifiques passées avec, d'une part des associations et en particulier, l'association Radio Campus et, d'autre part Grenoble Universités la continuité des activités des associations dont Radio Campus et des activités confiées par Grenoble Universités.

Dans tous les cas, la force majeure, dûment constatée, peut exonérer, en tout ou partie, le délégataire de sa responsabilité, tant vis-à-vis de l'autorité délégante que des usagers et des tiers.

En cas de force majeure imposant interruption, l'autorité délégante doit être immédiatement avisée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le cas échéant, le délégataire s'oblige à supporter la charge des dépenses engagées par l'autorité délégante pour faire assurer provisoirement le service.

Article 10 - Exclusivité et sous-traitance

La sous-traitance totale ou partielle de l'exploitation du service public délégué est interdite, sauf accord préalable et exprès de l'autorité délégante.

Dans ce dernier cas, le délégataire demeure personnellement responsable, tant envers l'autorité délégante qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose la convention de délégation de service public et le présent cahier des charges.

Article 11 - Règlements d'exploitation, mesures de police et obligations relatives à divers services publics

1. Le délégataire est tenu de se conformer aux lois et règlements existants, notamment ceux applicables en matière d'établissements recevant du public.
2. En cas de troubles à la sécurité publique ou de non-respect des règlements de police, l'autorité délégante se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires ainsi que les sanctions prévues par le présent cahier des charges et par la législation en vigueur.

Article 12 - Modification des conditions d'exploitation

L'autorité délégante se réserve la faculté de modifier unilatéralement les conditions d'exploitation du service délégué.

Le délégataire pourra réclamer un ajustement des conditions financières du contrat s'il en résulte une modification substantielle des conditions d'exploitation.

Article 13 - Information réciproque des parties

L'autorité délégante informe le délégataire de toutes les études et de tous les projets en cours ou à réaliser susceptibles d'avoir une influence sur l'objet de la présente délégation.

Le délégataire informe le délégant des subventions ou dotations qu'il est amené à percevoir pour assurer son fonctionnement.

Article 14 - Soutien de l'autorité délégante au délégataire

L'autorité délégante favorise le service public délégué.

Elle délivre notamment en temps utile les autorisations administratives nécessaires relevant de sa compétence.

Elle autorise le délégataire à accomplir en tant que de besoin toute démarche administrative qu'il pourrait être habilité à entreprendre pour le compte de l'autorité délégante.

Article 15 - Contrôle et concertation

Le contrôle de la délégation et du délégataire s'effectue comme suit :

Au cours du premier trimestre de chaque année civile, le délégataire présentera devant le conseil d'administration de l'autorité délégante, le bureau de Grenoble Universités, et devant le CEVU de chacun des établissements, un rapport d'activité de la maison des étudiants EVE, le compte financier de l'année écoulée, un budget prévisionnel de l'année en cours ainsi qu'un état récapitulatif mentionnant le personnel recruté, son niveau de rémunération et la durée des contrats.

De plus le contrôle de la délégation et du délégataire est assuré de façon régulière par les services de l'autorité délégante. Pour ce faire, ces services ont à tout moment accès aux locaux ainsi qu'aux documents administratifs et comptables afférents à l'objet de la présente délégation. Ils peuvent également effectuer un contrôle identique auprès des sociétés auxquelles le délégataire aurait éventuellement sous-traité en application des dispositions de l'article 10 du présent cahier des charges.

Enfin, un contrôle est assuré par la présence comme membres invités à siéger dans les instances de la structure délégataire :

- deux représentants de l'établissement de rattachement (UPMF).
- d'Un représentant de Grenoble Universités
- d'Un représentant étudiant par établissement
- d'Un représentant par associations ou organismes hébergés.

Article 16 – Personnel

Le délégataire assurera l'embauche du personnel nécessaire pour l'exécution de la présente délégation. Il est tenu de reprendre les contrats de travail en cours du personnel du délégataire précédent affectés à cette activité (annexe 8), selon la législation en vigueur.

Article 17 - Registre des réclamations

Il est tenu, dans le bureau du directeur de EVE, un registre destiné à recevoir les réclamations des personnes qui auraient des plaintes à formuler soit contre le délégataire ou ses agents, soit contre les sociétés liées par contrat avec le délégataire.

Ce registre est tenu sous le contrôle du directeur de EVE. Il est tenu à la disposition des services de l'université Pierre Mendès France.

Les réclamations intéressant la sécurité doivent être transmises dans les plus brefs délais à l'autorité délégante avec les observations éventuelles du délégataire.

TITRE III - REGIME FINANCIER DE LA DELEGATION

Article 18 - Tarifs

Le délégataire précise la politique tarifaire qu'il entend mener. Cette politique tarifaire doit être approuvée par l'autorité délégante.

Les tarifs perçus sur les usagers sont fixés par le délégataire après accord de l'autorité délégante.

Article 19 - Publicité des tarifs

Les tarifs sont portés à la connaissance du public dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Le délégataire est responsable de la conservation des affiches indiquant les tarifs et les remplace toutes les fois qu'il y a lieu.

Article 20 - Redevance

Le délégataire peut être amené à verser à l'autorité délégante une redevance annuelle en contrepartie des droits d'entrée et des tarifs des consommations perçues. Le montant de ladite redevance est fixé par avenant.

Article 21 - Subventions et dotations

L'autorité délégante accepte le principe de l'attribution de subventions au délégataire. En outre, les universités s'engagent à verser une dotation annuelle dont les modalités sont définies en annexe 9.

Article 22 - Frais de contrôle

Les éventuels frais liés au contrôle prévu dans l'article 15 seront pris en charge par le délégataire.

Article 23 - Charges d'exploitation, impôts et taxes

Le délégataire s'engage à supporter toutes les charges d'exploitation du service délégué, établis ou à établir, et notamment :

- les frais et charges d'exploitation des biens immeubles et meubles et services;
- les frais de contrôle des services administratifs;
- tous les impôts et taxes établis ou à établir.

Article 24 - Modalités de transfert de la TVA

Conformément aux articles 205 et suivants de l'annexe II au Code Général des impôts l'autorité délégante transfère à son délégataire le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les investissements qu'elle a financés et qui constituent des immobilisations du service délégué. Les conditions de ce transfert sont celles fixées par les dispositions fiscales en vigueur.

Article 25 – Assurances

Pendant toute la durée du contrat, le délégataire conserve l'entière responsabilité de l'exploitation du service. Il est seul responsable vis-à-vis des usagers, de son personnel, de ses membres et des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation.

Le délégataire fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exploitation de l'activité déléguée. Il contracte une ou plusieurs assurances, auprès d'une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, pour se garantir des conséquences dommageables qui pourraient lui être imputées à cet égard, de manière que la responsabilité de l'autorité délégante ne puisse pas être recherchée. Les garanties contractées devront notamment couvrir les risques inhérents à la sûreté et la sécurité à l'égard des usagers, des tiers et du personnel ainsi que les conséquences pécuniaires de toute action susceptible d'être intentée à son encontre.

Toutes les polices d'assurance doivent être communiquées annuellement à l'autorité délégante. L'autorité délégante peut également, à toute époque, exiger du délégataire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. La non-production des attestations d'assurance, à la demande de l'autorité délégante et dans le délai fixé par elle, peut donner lieu à l'application d'une pénalité.

Cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'autorité délégante pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avérerait insuffisant.

Le délégataire devra faire inclure dans ses polices d'assurance une clause obligeant la ou les compagnies à aviser immédiatement l'autorité délégante de la suspension des garanties, notamment pour non-paiement des primes, ou de la résiliation de la police. Il devra également faire inclure dans ses polices d'assurance une clause accordant la faculté à l'autorité délégante de se substituer au délégataire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le défaillant.

Le délégataire s'engage en outre à obtenir la garantie solidaire d'un ou plusieurs membres de ses organes dirigeants ou de sa direction. Il sera donné copie à l'autorité délégante de ce ou ces engagements de garantie solidaire au plus tard le jour de la signature du contrat.

Tout sinistre devra faire l'objet d'une déclaration immédiate adressée à l'autorité délégante avec copie de la déclaration adressée à la compagnie d'assurance du délégataire.

Article 26 - Comptes

Le délégataire tient, conformément au plan comptable applicable en la matière, une comptabilité spécifique à chacune des activités objet du présent contrat.

Article 27 - Retards de paiement

Tout retard de paiement des sommes dues par l'une ou l'autre des parties est affecté d'un intérêt correspondant au taux d'intérêt légal.

TITRE IV - DUREE DE LA DELEGATION, RETRAIT, MESURES COERCITIVES

Article 28 - Durée de la délégation

La délégation de service public est conclue pour une durée de 3 (trois) ans à compter du 1er septembre 2008. Elle prendra fin le 31 août 2011.

Article 29 - Prolongation de la durée de la délégation

La durée de la convention ne pourra être éventuellement prolongée que :

- a) Pour des motifs d'intérêt général. La durée de la prolongation ne pourra alors excéder un an.
- b) Si le délégataire est contraint, pour la bonne exécution du service public délégué et à la demande de l'autorité délégante, de réaliser des investissements matériels non prévus au contrat initial, de nature à modifier l'économie générale de la délégation et qui ne pourraient être amortis pendant la durée de la convention restant à courir que par une augmentation de prix manifestement excessive.

La prolongation prévue au a) ou au b) ne peut intervenir qu'après un vote du conseil d'administration de l'autorité délégante.

Article 30 - Effets de l'expiration de la délégation

1. A l'expiration du délai résultant des dispositions de l'article 29 et par le seul fait de cette expiration, le délégant se trouve subrogé à tous les droits du délégataire afférents à la délégation. Il entre immédiatement en possession des immeubles, meubles et équipements mis à disposition et des droits faisant partie de la délégation telle qu'elle est définie par la convention et le présent cahier des charges. A dater du même jour, tous les produits de la délégation lui reviennent.

2. Le cas échéant, les biens meubles qui sont nécessaires au fonctionnement du service public délégué sans faire partie de la présente délégation peuvent être repris par le délégant sur une estimation faite à l'amiable ou à dire d'experts.

Article 31 - Résiliation de la délégation

L'autorité délégante peut, pour un motif tiré de l'intérêt général, résilier unilatéralement la convention de délégation de service public, sur simple délibération de son conseil d'administration.

Conformément à la jurisprudence, l'autorité délégante versera au délégataire une indemnité fixée à dire d'experts ou, à défaut d'accord, par la juridiction désignée à l'article 37, pour compenser le préjudice résultant de la cessation anticipée de la délégation.

L'autorité délégante peut également procéder à une résiliation unilatérale dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa 1 du présent article en cas de manquement par le délégataire des clauses du présent cahier des charges. Il en ira ainsi notamment en cas de trouble manifeste à l'ordre public.

Une résiliation en application du présent article a les mêmes effets que l'expiration de la délégation visée à l'article 30 ci-dessus.

Article 32 - Mesures coercitives

1. L'inexécution totale ou partielle des obligations du délégataire résultant du présent cahier des charges peut donner lieu, après mise en demeure, au versement au délégant d'une astreinte journalière de 150 euros.

2. En outre, le délégant peut se substituer au délégataire défaillant pour assurer provisoirement la continuation de l'exploitation du service aux frais, risques et périls de celui-ci.

Article 33 - Déchéance

1. Faute pour le délégataire de pourvoir à la reprise des services s'ils venaient à être interrompus, faute aussi par lui de remplir les obligations qui lui sont imposées par la convention de délégation de service public et par le présent cahier des charges, il

encourt la déchéance.

Après mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de 15 jours ou dans un délai inférieur précisé dans la mise en demeure si la continuité du service ou la sécurité des personnes l'exige, la déchéance est prononcée par délibération du conseil d'administration de l'autorité délégante, sur le rapport de son Président. Le délégataire est préalablement appelé à faire connaître ses observations.

2. L'autorité délégante se réserve également le droit de prononcer la déchéance en cas de fraude ou de malversation, ou en cas de non-acquittement des sommes qui lui sont dues, selon la procédure prévue au paragraphe précédent.

3. La déchéance n'est pas encourue dans le cas où le délégataire est soit mis dans l'impossibilité de remplir ses engagements par des circonstances de force majeure dûment constatée, soit dans une situation d'imprévision.

4. La déchéance est de droit et immédiate en cas de dissolution de la structure délégataire.

5. La déchéance du délégataire n'interdit pas à l'autorité délégante d'obtenir réparation du préjudice dont elle pourrait apporter la preuve et dont l'origine résiderait dans le comportement fautif du délégataire.

6. En cas de déchéance en application du présent article, les dispositions prévues à l'article 30 ci-dessus s'appliquent à la date de la déchéance.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34 : Transmission du contrat à un tiers

La convention de délégation pourra être transmise ou cédée par l'autorité délégante.

Cette modification affectant l'autorité délégante n'ouvrira pas droit à modification ou à renégociation du contrat. Elle emportera la reprise pure et simple, par la nouvelle autorité délégante, de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

Article 35 - Election de domicile

Le délégataire fait élection de domicile à *EVE - Domaine universitaire - 701, avenue centrale - 38400 Saint- Martin- d'Hères*.

Article 36 - Modalités de désignation des experts aux fins de fixation des indemnités

Les parties conviennent de faire fixer les indemnités susceptibles d'être versées à l'une ou l'autre partie en application des dispositions du présent cahier des charges par un ou des experts désignés conjointement.

A défaut d'accord entre les parties sur la désignation des experts, ce ou ces derniers sont désignés par ordonnance du président de la juridiction désignée à l'article 37 saisie par la partie la plus diligente.

Article 37 - Tentative de conciliation

Les litiges qui résulteraient de l'interprétation ou de l'application de la convention de délégation et du présent cahier des charges font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné dans les conditions prévues à l'article 35 ci-dessus.

A défaut d'accord, ces litiges seront soumis aux juridictions désignées par l'article 37.

Article 38 - Jugement des contestations

Les contestations qui s'élèveraient entre le délégant et le délégataire au sujet de la

présente délégation seront jugées par le tribunal administratif de Grenoble.

Article 39 - Annexes

Les pièces suivantes sont annexées au présent cahier des charges et en font partie intégrante :

Annexe 1= Locaux mis à disposition du délégataire

Annexe 2 = Meubles et équipements mis à disposition du délégataire

Annexe 3 = Animation et programmation culturelle de EVE

Annexe 4 = Accueil et appui aux associations

Annexe 5 = Exploitation de l'espace café

Annexe 6 = Hébergement de Radio Campus et autres associations

Annexe 7 = Procès verbal de mise à disposition du délégataire des immeubles, meubles et équipements

Annexe 8 = salariés du délégataire actuel affectés à la DSP EVE

Annexe 9 = Convention entre les universités de Grenoble relative à la gestion de EVE

Pour l'Université Pierre Mendès France

Pour l'association EPONYME

Alain SPALANZANI
Président

Claire GUICHOU
Présidente